

## DÉLIBÉRATION N° 2020-054

Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 26 mars 2020 portant approbation de deux avenants à deux contrats de fourniture de flexibilité intrajournalière entre GRTgaz et Storengy

Participaient à la séance : Jean-François CARENCO, président, Christine CHAUVET, Catherine EDWIGE, Ivan FAUCHEUX et Jean-Laurent LASTELLE, commissaires.

### 1. CONTEXTE, COMPETENCE ET SAISINE DE LA CRE

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a certifié<sup>1</sup> que la société GRTgaz respectait les obligations découlant des règles d'indépendance prévues par le code de l'énergie<sup>2</sup>.

L'autonomie de fonctionnement des gestionnaires de réseaux de transport (GRT) est encadrée par les articles L. 111-17 et L. 111-18 du code de l'énergie et les articles 17 paragraphe 1 c) et 18 paragraphes 6 et 7 de la directive 2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel.

L'article L. 111-17 dispose que tous les accords commerciaux et financiers entre le GRT et l'entreprise verticalement intégrée (EVI) ou toute société contrôlée par l'EVI doivent être conformes aux conditions du marché et soumis à l'approbation de la CRE. L'article L. 134-3 1° du code de l'énergie donne également compétence à la CRE pour approuver ces accords.

En outre, l'article L. 111-18 prévoit un régime spécifique pour :

- les prestations de services de l'EVI au profit du GRT qui sont en principe interdites, à l'exception de celles exécutées dans le cadre des moyens strictement nécessaires à l'activité du GRT afin d'assurer l'ajustement, l'équilibrage, la sécurité ou la sûreté de son réseau. Lorsqu'elles relèvent de cette exception, ces prestations doivent en outre respecter des conditions de neutralité définies au second alinéa de l'article L. 111-18, ainsi que les conditions qui s'appliquent à tous les accords commerciaux et financiers (conformité aux conditions de marché et approbation par la CRE) ;
- les prestations de services du GRT au bénéfice de l'EVI qui sont, quant à elles, autorisées pour autant qu'elles ne donnent lieu à aucune discrimination entre utilisateurs du réseau, qu'elles sont accessibles à l'ensemble des utilisateurs du réseau et ne perturbent pas la concurrence en matière de production et de fourniture. Elles sont également encadrées par la délibération de la CRE du 19 mai 2011 portant décision relative aux conditions de réalisation par un gestionnaire de réseau de transport de prestations de services au profit de l'entreprise verticalement intégrée à laquelle il appartient.

Par courrier reçu le 31 janvier 2020, GRTgaz a transmis à la CRE deux avenants au contrat de flexibilité intrajournalière zone Nord B et au contrat de flexibilité intrajournalière zone Sud-Est conclus entre GRTgaz et Storengy.

<sup>1</sup> Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 26 janvier 2012 portant décision de certification de la société GRTgaz et Délibération de la CRE du 6 juillet 2017 portant décision sur le maintien de la certification de la société GRTgaz à la suite de l'opération d'acquisition par GRTgaz de la société Elengy.

<sup>2</sup> Ces règles sont définies par les articles L. 111-2 à L. 111-39 du code de l'énergie.

## **2. ANALYSE DES CONTRATS**

### **2.1 Description des contrats**

Pour assurer l'équilibrage des flux de gaz naturel sur son réseau, GRTgaz a besoin de disposer d'une flexibilité intrajournalière à la maille horaire.

En particulier pour la zone desservie en gaz B, GRTgaz a des besoins de modulation intrajournalière pour couvrir la pointe du matin. En effet, en raison de la taille réduite de cette zone, le stock en conduite n'est pas suffisant pour assurer seul la modulation intrajournalière.

GRTgaz a également un besoin de flexibilité intrajournalière pour le Sud-Est. Malgré les nouvelles capacités développées dans le cadre de la création de la place de marché unique (Val de Saône, rebours à Cruzy), l'équilibrage sur cette partie du réseau de GRTgaz est encore contraint, notamment dans le cas d'absence d'arrivée de GNL à Fos.

Le 7 décembre 2016, GRTgaz et Storengy ont conclu deux contrats qui définissent les conditions dans lesquelles Storengy réalise, à la demande de GRTgaz, la fourniture de capacité de flexibilité intrajournalière, respectivement à partir du site de stockage de gaz B de Gournay (zone Nord) et à partir des sites de stockage de gaz H de Tersanne et d'Étrez (zone Sud-Est), pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2016 au 31 mars 2018. Ces contrats ont été approuvés par la CRE dans sa délibération du 22 février 2017<sup>3</sup>, et ont fait l'objet d'avenants les prolongeant du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019, également approuvés par la CRE dans sa délibération du 15 mars 2018<sup>4</sup>. Dans sa délibération du 27 mars 2019<sup>5</sup>, la CRE a approuvé la prolongation par avenant du contrat concernant la zone desservie en gaz B du 1<sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020, ainsi qu'un nouveau contrat pour la partie Sud-Est afin d'intégrer les sites de stockage de Manosque<sup>6</sup> et de Hauterives dans le périmètre de la prestation, valable du 1<sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020.

Pour couvrir ses besoins de flexibilité, GRTgaz a ainsi convenu avec Storengy de prolonger par avenant les contrats de flexibilité intrajournalière zone Nord B et de flexibilité intrajournalière zone Sud-Est, du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 1<sup>er</sup> avril 2021.

La société Storengy, opérateur de stockage dans les zones d'équilibrage de GRTgaz, fait partie de l'EVI Engie au sens de l'article L. 111-10. En conséquence, les avenants sont encadrés par les articles L. 111-17 et L. 111-18 du code de l'énergie.

### **2.2 Analyse des contrats**

L'article L. 431-3 du code de l'énergie prévoit que GRTgaz « assure, à tout instant, la sécurité et l'efficacité de son réseau et l'équilibre des flux de gaz naturel en tenant compte des contraintes techniques pesant sur celui-ci. Il veille à la disponibilité et à la mise en œuvre des services et des réserves nécessaires au fonctionnement du réseau et au respect des règles relatives à l'interconnexion des réseaux de transport de gaz naturel ».

Les installations du terminal méthanier de Fos Cavaou et des sites de stockage d'Étrez, de Tersanne, de Hauterives et de Manosque sont les seuls équipements permettant d'offrir un service de flexibilité intrajournalière à la maille horaire dans le sud de la France. GRTgaz disposait historiquement d'un contrat de flexibilité avec le terminal de Fos Cavaou mais ne l'a pas reconduit au-delà du 1<sup>er</sup> mai 2017. En effet, le terminal n'avait pas pu fournir la prestation lorsqu'elle était nécessaire, ne disposant pas, à ce moment-là, d'un niveau suffisant de gaz stocké au niveau du terminal méthanier. De plus, même dans le contexte actuel de disponibilité importante de GNL, l'appel aux stockages apparaît comme une solution plus sûre, notamment car les besoins de flexibilité intrajournalière apparaissent généralement dans des scénarios de manque d'approvisionnement en GNL. Ainsi, les stockages sont les seules infrastructures à même de fournir la prestation dans la zone Sud-Est.

Le site de stockage de Gournay est le seul équipement permettant d'offrir un service de flexibilité intrajournalière à la maille horaire dans la zone desservie en gaz B.

Les contrats de fourniture de cette prestation permettent à GRTgaz de disposer d'une flexibilité intrajournalière à la maille horaire des quantités de gaz émises, d'une part, par le stockage souterrain de Gournay (zone Nord) et, d'autre part, par les stockages souterrains de la zone Sud-Est. GRTgaz indique que cette prestation est strictement nécessaire pour assurer l'équilibrage en temps réel du système gazier.

<sup>3</sup> Délibération de la CRE du 22 février 2017 portant approbation de deux contrats de fourniture de flexibilité intrajournalière entre GRTgaz et Storengy

<sup>4</sup> Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 15 mars 2018 portant approbation de deux avenants aux contrats de fourniture de flexibilité intrajournalière entre GRTgaz et Storengy

<sup>5</sup> Délibération de la CRE du 27 mars 2019 portant approbation d'un avenant et d'un nouveau contrat de fourniture de flexibilité intrajournalière entre GRTgaz et Storengy

<sup>6</sup> Le stockage en cavités salines situé à Manosque est propriété du groupement d'intérêt économique Géométhane, qui en a confié contractuellement l'exploitation et la commercialisation des capacités de stockage à Storengy.

26 mars 2020

En conséquence, la CRE considère que les prestations fournies par Storengy à GRTgaz relèvent du champ de l'exception prévue par le premier alinéa de l'article L. 111-18 du code de l'énergie.

Les deux avenants ont pour seul objet la reconduction de la prestation de flexibilité intrajournalière à la maille horaire sur la zone desservie en gaz B et la zone Sud-Est dans les mêmes conditions que les contrats initiaux, [confidentiel].

En conséquence, la CRE considère que les conditions prévues par les avenants sont définies selon des critères objectifs et orientés vers les coûts.

Enfin, la CRE considère que les conditions des avenants ne sont donc pas de nature à porter atteinte aux conditions de neutralité définies à l'article L. 111-18 du code de l'énergie.

**DECISION**

Par courrier reçu le 31 janvier 2020, GRTgaz a transmis à la CRE deux avenants au contrat de flexibilité intrajournalière zone Nord B et au contrat de flexibilité intrajournalière zone Sud-Est.

En application des articles L. 111-17 et L. 111-18 du code de l'énergie, la CRE approuve :

- l'avenant au contrat de fourniture de flexibilité intrajournalière sur la zone desservie en gaz B conclu entre GRTgaz et Storengy ;
- l'avenant au contrat de fourniture de flexibilité intrajournalière sur la partie Sud-Est du réseau de GRTgaz conclu entre GRTgaz et Storengy.

L'approbation de ces avenants ne préjuge ni de la couverture, ni le cas échéant des modalités de couverture des charges ou des recettes correspondantes par les tarifs d'utilisation des infrastructures régulées.

La présente délibération sera publiée sur le site internet de la CRE et notifiée à GRTgaz et Storengy.

Délibéré à Paris, le 26 mars 2020.

Pour la Commission de régulation de l'énergie,

Le président,

Jean-François CARENCO